

*Questions orales*

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député reconnaît, j'en suis sûr, qu'une question ne peut être posée en ces termes et qu'il n'est pas propice à la bonne conduite des travaux de poser des questions qui sont clairement irrecevables.

**M. McKinnon:** Je vais essayer, monsieur l'Orateur, de formuler comme il le convient ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le responsable de cette confusion. Peut-il indiquer sans détours à la Chambre ce qu'il a l'intention de faire pour remédier à la situation, s'il y a moyen d'y remédier?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je tiens à bien préciser que le Congrès américain, le Département d'État, le Canada et la Chambre connaissent depuis des mois la position du gouvernement canadien et que celle-ci n'a pas changé.

\* \* \*

**LES COALITIONS****LA COLLUSION PROBABLE ENTRE COMPAGNIES QUANT À  
LA MAJORATION DES PRIMES  
D'ASSURANCE-AUTOMOBILE—DEMANDE D'ENQUÊTE**

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme l'Association canadienne des assureurs a récemment annoncé que le coût de l'assurance-automobile augmentera dans les six provinces qui n'ont pas de programme à cet effet, augmentation qui s'établira entre 5 et 16 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> août 1973, le ministre pourrait-il nous dire s'il a chargé ses fonctionnaires d'enquêter sur une telle décision massive et concertée de la part de compagnies d'assurance privées pour voir s'il n'y aurait pas une infraction à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions?

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de signaler la chose à mes fonctionnaires pour voir si l'on s'est interrogé sur l'éventualité d'une infraction à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

**DEMANDE D'ÉTUDE DES RÉGIMES PROVINCIAUX  
D'ASSURANCE-AUTOMOBILE**

**M. John Gilbert (Broadview):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre dirait-il à la Chambre s'il songe à demander à ses fonctionnaires d'effectuer une étude sur les taux d'assurance-automobile dans toutes les provinces et d'en publier les résultats afin d'informer les consommateurs canadiens, où qu'ils soient, des avantages relatifs des programmes provinciaux d'assurance-automobile par rapport aux régimes privés dans d'autres provinces?

[M. McKinnon.]

**L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, je vais consulter mes fonctionnaires à ce sujet et voir si la proposition du député relève de la loi sur les coalitions.

\* \* \*

**LES FINANCES****LA POSITION DU CANADA LORS DES CONFÉRENCES  
INTERNATIONALES SUR LA LUTTE CONTRE L'INFLATION**

**M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham):** Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre des Finances une question générale au sujet de l'inflation et des prix. Vu la promesse généreuse que son collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a faite hier, selon laquelle le ministre des Finances va jouer un rôle important lors d'une réunion internationale concernant le commerce et l'inflation, aurait-il l'obligeance d'informer la Chambre, aujourd'hui, quelle nouvelle initiative lui, ou le gouvernement, entend prendre pour donner l'exemple sur le plan international en ce qui a trait à la hausse des prix et à l'inflation?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je vais signaler aux autres pays industrialisés du monde, et à Washington, lors de la rencontre du Groupe des 20, qui traitera de la réforme monétaire internationale et, comme mon collègue l'a proposé, à Paris à l'OCDE, où je préciserai l'interaction de l'inflation à l'échelle mondiale et la difficulté qu'elle cause à la solution des problèmes monétaires internationaux.

**M. Lawrence:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que le taux d'inflation au Canada est supérieur à celui de la majorité des autres pays, le ministre nous dirait-il s'il se rend à cette réunion pour obtenir des renseignements ou pour en fournir.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, l'entrée en matière du député n'est pas conforme à la réalité.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES****L'OPPORTUNITÉ D'UNE VISITE OFFICIELLE DU PREMIER  
MINISTRE DANS LES PAYS DE LA CEE**

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Étant donné qu'il faudrait de toute urgence, comme a si bien su l'exprimer le dernier rapport du comité sénatorial des affaires étrangères, que le premier ministre se rende très prochainement en visite officielle dans les pays de la Communauté économique européenne, à l'exemple de tous les autres chefs des principales nations commerçantes du monde, le premier ministre a-t-il déjà projeté une série de visites pour l'automne prochain ou entend-il élaborer sous peu de tels projets?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'examine présentement la suggestion du comité sénatorial avec le plus grand soin et compte bien que, si jamais j'entreprends un tel voyage, ce sera avec l'appui de toute la Chambre.

**M. Hees:** Une question supplémentaire. Le premier ministre nous dirait-il si c'est parce que ces pays man-